

L'UNESCO et Johannesburg

Une Décennie consacrée à l'éducation pour le développement durable : « un formidable défi pour l'UNESCO »

On pourrait dire que le résultat le plus spectaculaire du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, Afrique du Sud, 26 août – 4 septembre 2002) pour l'UNESCO est la décision de recommander à l'Assemblée générale des Nations Unies « d'envisager de proclamer une Décennie consacrée à l'éducation pour le développement durable, commençant en 2005 » (paragraphe 117d du Plan de mise en œuvre). Cette mesure est une bonne nouvelle pour l'UNESCO, qui a, la première, proposé l'idée à la réunion préparatoire finale du Sommet de Bali (Indonésie) en mai dernier.

La prochaine étape consistera à présenter la recommandation à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2003 pour adoption. L'UNESCO se prépare à jouer le rôle de chef de file dans la Décennie, en liaison étroite avec une grande diversité de partenaires des communautés intergouvernementales et non gouvernementales. La Décennie « constitue un formidable défi pour l'UNESCO », selon les termes d'Andras Szöllösi-Nagy, Sous-Directeur général adjoint pour la science à l'UNESCO.

Nous faisons de grands efforts pour utiliser les technologies satellitaires et l'Internet. Beaucoup de gens en Mongolie [...] aimeraient que l'information et les programmes diffusés par les grands pays développés privilégient l'apprentissage et l'éducation.

Président Bagabandi
(Mongolie)

Pour donner sans attendre suite au Sommet, l'UNESCO et le gouvernement français ont pris l'initiative d'étudier la possibilité de créer une université virtuelle pour le développement durable à l'Université de Lyon (France).

L'accès à des installations sanitaires promis à un milliard de personnes d'ici à 2015

Comme prévu, la crise mondiale de l'eau a été la question traitée en priorité lors du Sommet. De nos jours, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable et plus de 2,4 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires adéquates. L'un des objectifs les plus ambitieux du Plan de mise en œuvre est de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes qui n'ont pas accès à ces produits et services de première nécessité. Etant donné l'ampleur du défi, « les ressources en eau et les écosystèmes sur lesquelles elles reposent » devront très certainement rester la principale priorité de l'UNESCO dans le domaine des sciences exactes et naturelles en 2004–2005.

L'objectif est d'améliorer la gestion des ressources en eau et la compréhension scientifique du cycle de l'eau. Les nouveaux centres UNESCO de gestion des ressources en eau et l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau de Delft aux



Des porteuses d'eau à Antigua, au Guatemala. Lacs et fleuves ne stockent que 0,26% de toute l'eau douce du monde. Le reste se présente soit sous forme de nappes phréatiques (30%), soit sous forme de glace ou de neige

Pays-Bas, offrent à l'Organisation une occasion à nulle autre pareille de prouver l'importance pratique de ses programmes scientifiques sur les ressources en eau.

Il se peut également que l'UNESCO soit priée d'élargir son action lors du Forum mondial de l'eau en 2003. Les résultats préliminaires de la plus vaste opération jamais entreprise par les Nations Unies pour évaluer les ressources mondiales en eau douce ont été présentées au Sommet de Johannesburg et seront publiées dans le *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau* qui devrait être publié en 2003. L'UNESCO est le chef de file du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau auquel participent 24 institutions des Nations Unies.

Bientôt des rapports périodiques sur le milieu marin

Le paragraphe 34 du Plan de mise en œuvre confirme clairement le mandat actuel de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) qui est d'étudier les incertitudes scientifiques relatives aux changements climatiques et autres changements planétaires et d'examiner de plus près les tendances nouvelles, surtout en ce qui concerne la gestion intégrée des zones côtières. Par le biais de la COI, l'UNESCO contribuera à la mise en place d'ici à 2004 d'un système mondial de notification et d'évaluation périodiques de l'état du milieu marin.

La COI est membre de plusieurs partenariats de type 2 sur les océans et les zones côtières, dont le « Processus africain ».

L'un des objectifs de la Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000)¹ est d'« intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et d'inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ». Dans le Plan de mise en œuvre, les gouvernements s'engagent à réaliser

La construction du nouveau paradigme [de développement durable] ne consiste pas à inventer de nouvelles expressions mais de nouvelles façons d'agir.

Kader Asmal,
Ministre de l'éducation,
Afrique du Sud

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, afin d'élaborer des plans efficaces de mise en œuvre permettant de réaliser les objectifs du Millénaire.

Inverser la tendance à la dégradation des ressources naturelles

Dans le Plan de mise en œuvre, les gouvernements s'engagent à réduire d'ici à 2010 le rythme de l'appauvrissement de la biodiversité et à inverser la tendance actuelle à la dégradation des ressources naturelles. Ils s'engagent en outre à améliorer d'ici là l'accès des pays en développement à des produits de substitution respectueux de l'environnement pour remplacer les substances chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone. Ils invitent également le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à envisager de classer la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification parmi les domaines privilégiés de financement.

On pourrait dire que le programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB) favorisait le développement durable longtemps avant l'invention de ce terme. Depuis 30 ans, le MAB encourage dans le cadre de ses réserves de biosphère, actuellement au nombre de 408 réparties dans 94 pays,

Nous devons saisir les liens entre les différentes modalités selon lesquelles les cultures façonnent leur environnement et réciproquement.

Koïchiro Matsuura,
Directeur général
de l'UNESCO

de savoirs locaux et autochtones (LINKS), l'UNESCO s'attache à favoriser des partenariats entre autochtones et scientifiques, afin d'incorporer le savoir et les visions du monde traditionnels dans le processus de conservation de la biodiversité².

L'UNESCO aurait aimé que le Sommet mette davantage l'accent sur le respect de la diversité culturelle, qui est un facteur essentiel du développement durable, mais elle se félicite néanmoins de voir que cette question est nettement mieux connue qu'auparavant.

1. www.developmentgoals.org/

2. S'adresser à : d.nakashima@unesco.org

Le Sommet innove avec des partenariats de «type 2»

Le Sommet a produit trois documents officiels : la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, un Plan de mise en œuvre des résultats du Sommet (adopté par tous les gouvernements et appelé résultats de type 1) et, pour la première fois, des propositions d'initiatives de partenariat dans le cadre même du Sommet. Ces partenariats de type 2, comme on les appelle, ont été conclus à Johannesburg seulement entre les parties directement concernées.

Plusieurs initiatives de type 2 ont été rendues publiques à Johannesburg. Par exemple, les Etats-Unis d'Amérique ont annoncé qu'ils investiraient 970 millions de dollars des Etats-Unis sur les trois prochaines années dans des projets d'alimentation en eau et d'assainissement, tandis que l'Union européenne présentait l'initiative «L'eau et la vie», dont les partenaires se sont engagés à atteindre des objectifs précis en matière d'eau et d'assainissement principalement en Afrique et en Asie centrale. Avant la fin du Sommet, des pays avaient promis de reconstituer le FEM pour un montant total de 3 milliards de dollars des Etats-Unis.

Une série d'accords ont été conclus entre neuf grandes compagnies d'électricité de pays du G-7 et l'ONU en vue de faciliter la coopération technique pour la réalisation de projets d'alimentation durable en énergie dans des pays en développement. L'Union européenne a annoncé une initiative de partenariat en matière d'énergie pour un montant de 700 millions de dollars des Etats-Unis et les Etats-Unis ont signalé qu'ils investiraient jusqu'à 43 millions de dollars des Etats-Unis en 2003. Le Service public d'énergie sud-africain Eskom a annoncé un partenariat visant à assurer des services modernes de fourniture d'énergie aux pays voisins.

Une vingtaine d'initiatives de type 2 convenues à Johannesburg comportent la participation de l'UNESCO. Voir, par exemple, les encadrés sur l'IGOS et GRASP.

«Les succès collatéraux» du Sommet

Indépendamment des partenariats spécifiques de type 1 et de type 2, Johannesburg a eu d'autres retombées positives «collatérales». C'est au Sommet que la Russie a promis de ratifier le Protocole de Kyoto, prévoyant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (aux niveaux d'avant 1990 d'ici à 2012), décision qui permettrait l'entrée en vigueur de l'accord quinquennal. La promesse russe s'est accompagnée de l'annonce faite par la Thaïlande et par la Chine qu'elles venaient de ratifier le Protocole et de l'engagement pris par le Canada de soumettre le Protocole à son Parlement pour ratification avant la fin de l'année.

Autre «succès collatéral», la promesse faite par plusieurs pays à Johannesburg d'accroître l'aide publique au développement, qui était tombée au cours de la dernière décennie de 0,33 % à 0,22 % du PNB du pays donateur, soit bien au-dessous de l'objectif de 0,7 % convenu à Rio de Janeiro. C'est d'autant plus significatif que le quart des documents de Johannesburg qui attendaient toujours une approbation à l'ouverture du Sommet le 26 août étaient pour beaucoup consacrés à des questions financières et commerciales.

Lorsque petit rime avec vulnérable

Ceux qui ont assisté au Sommet de Johannesburg se souviendront du pathétique appel à l'aide lancé par l'Etat de Tuvalu (26 km²), petit groupe d'atolls du Pacifique Sud, peuplé de 12.000 habitants, qui sombre lentement dans la mer. D'après un rapport publié l'année dernière par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le niveau de la mer pourrait s'élever d'un mètre dans les 50 à 100 prochaines années, alors que l'altitude moyenne de Tuvalu est de 1,5 m.



Un père et ses enfants lors d'une cérémonie de danse traditionnelle à Vanuatu

L'UNESCO donne la parole aux petits Etats insulaires par le biais du projet La voix des petites îles qu'elle a lancé en 2002. L'Organisation est heureuse de constater l'importance qui a été accordée au développement durable des petits Etats insulaires à Johannesburg.

Prévention des catastrophes

Un autre thème sur lequel l'accent a été mis à Johannesburg et qui intéresse manifestement l'UNESCO est le développement et le renforcement des activités visant à améliorer la prévention des catastrophes naturelles et la capacité d'y faire face.

Personne ne dénonce le piratage biologique mais c'est un véritable problème pour nous. Nos ressources nous sont arrachées sans aucun paiement, au mépris total des droits des populations locales.

Professeure Catherine Odora-Hoppers, Université de Pretoria, Afrique du Sud

En guise de suivi au Sommet, l'UNESCO se penchera sur la question des risques naturels et d'origine humaine dans les mégapoles et les zones urbaines. Outre les secours d'urgence et la reconstruction, elle se consacrera davantage encore à la prévention des catastrophes en privilégiant les pays vulnérables. Grâce aux efforts internationaux d'observation et de recherche, les pays se familiariseront avec de nouvelles techniques de surveillance au sol

et seront encouragés à utiliser et à diffuser des données obtenues par satellite.

L'IGOS ou la nouvelle course à l'espace

La course à l'espace est entrée dans une nouvelle phase. L'objectif qui continue de la motiver aujourd'hui est infiniment plus crucial que du temps de la guerre froide – il s'agit de chercher à comprendre les systèmes nécessaires à la vie sur notre planète. Peut-être existe-t-il plusieurs initiatives mondiales d'observation du climat ou des océans, mais aucune institution ou organisation n'a les moyens de mettre en place l'un de ces systèmes à elle seule. C'est là qu'intervient le Partenariat pour la Stratégie d'observation mondiale intégrée (IGOS).

Organisme de coordination, l'IGOS réunit 14 partenaires parmi lesquels l'UNESCO, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Comité sur les satellites d'observation de la terre (CEOS) qui représente 23 agences spatiales.

L'IGOS est en train d'établir un réseau mondial afin de collecter les données fournies par les divers satellites et des observations terrestres, de les comparer, et d'en réaliser la synthèse. Son but est de parachever le système dans les deux prochaines années afin de préparer le lancement d'un groupe de neuf satellites de mesure des précipitations à l'échelle mondiale qui sera capable de mesurer les précipitations en n'importe quel point du globe toutes les trois heures.

L'IGOS élabore une stratégie analogue pour étudier l'impact des émissions croissantes de dioxyde de carbone. Le CO₂ est le plus dangereux des gaz à effet de serre car il peut rester dans l'air pendant des dizaines, voire des milliers d'années, en piégeant la chaleur dans l'atmosphère. Pour prévoir comment la teneur en dioxyde de carbone de l'atmosphère et le climat sont susceptibles de changer à l'avenir, nous devons comprendre où et comment varie ce que l'on appelle le cycle mondial terre-mer-atmosphère du carbone.

Pour plus de renseignements sur cette initiative du type 2, aller sur : www.igospartners.org ou s'adresser à : r.missotten@unesco.org ; voir aussi p. 28.

L'UNESCO lance, dans le cadre d'un Consortium international pour l'étude des glissements de terrain, un nouveau Programme international sur les glissements de terrain englobant à la fois la science, l'éducation et la culture. De plus, face aux dégâts toujours croissants dus aux inondations, le Conseil du Programme hydrologique international (PHI) de l'UNESCO a récemment adopté une résolution proposant de lancer un Programme conjoint UNESCO/OMM sur les inondations.

Pas d'objectif en matière d'énergie renouvelable

Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, et le Gouvernement du Brésil faisaient partie des partisans du relèvement à 10 % de la part de marché des énergies renouvelables. L'énergie solaire ne représente peut-être actuellement que 0,1 % de la demande en énergie, mais elle est aussi l'une des sources d'énergie renouvelable dont le taux de croissance est le plus élevé au monde. D'après le FEM, le marché de l'énergie solaire d'origine photovoltaïque, par exemple, augmente de 15 % par an grâce, en grande partie, à l'abaissement des coûts imputable à la recherche (voir aussi p. 23 à 27).

Bien que l'objectif espéré ne figure finalement pas dans le Plan de mise en œuvre, certains gouvernements s'engagent à accroître l'accès à des services énergétiques modernes afin d'augmenter l'efficacité énergétique et de favoriser l'utilisation des énergies renouvelables. Ils acceptent aussi, quand besoin est, d'éliminer progressivement les subventions visant l'énergie.

L'engagement pris par les gouvernements de soutenir l'objectif du NEPAD³ de garantir l'accès à l'énergie à 35 % au moins de la population africaine d'ici à 30 ans intéresse au plus haut point l'UNESCO. L'Organisation a lancé en 1996, pour une durée de 10 ans, le

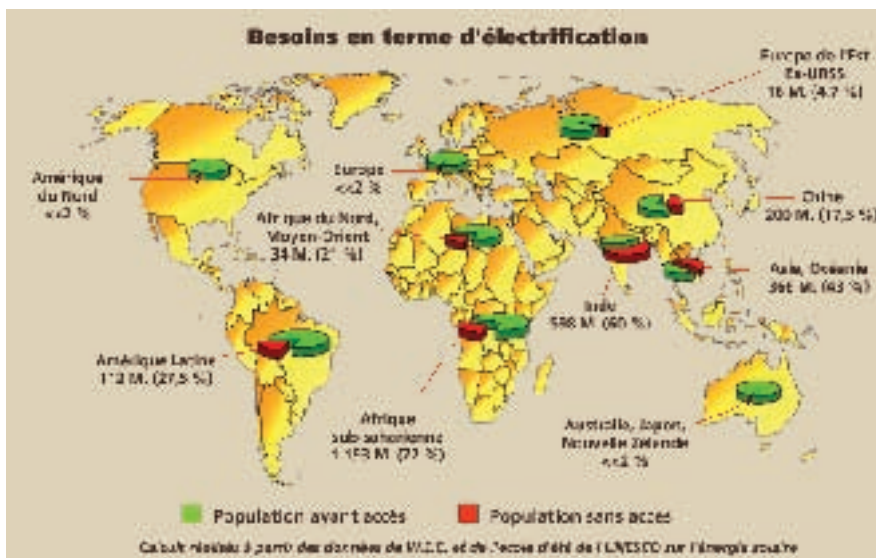
Il est inhumain que les pays en développement soient contraints de consacrer environ la moitié de leur budget à leurs obligations financières internationales. Les ressources devraient aller à des programmes éducatifs et sociaux afin de réduire l'extrême pauvreté, une des causes majeures de la dégradation de l'environnement dans les pays en développement.

Président Noboa (Equateur)

Programme solaire mondial afin d'aider l'Afrique notamment à accéder à l'énergie. Ce programme inclut le Programme mondial d'éducation et de formation en matière d'énergies renouvelables (GREET) qui est particulièrement actif en Afrique subsaharienne où 15 % de la population urbaine et 92 % de la population rurale manquent d'électricité (données UNESCO).

* * *

L'UNESCO met actuellement au point son propre plan d'action transdisciplinaire, qui rassemble non seulement les sciences exactes et naturelles mais aussi les sciences sociales, l'éducation, la culture et la communication. Les domaines qui présentent un intérêt particulier pour l'UNESCO et qui ont été souli-



Perspectives des énergies renouvelables dans le monde, calculées par l'UNESCO et présentées lors d'une exposition pour le Sommet de Johannesburg

gnés à Johannesburg sont ceux de l'éducation pour le développement durable, l'eau douce et les océans, la gestion des écosystèmes, les énergies renouvelables et les dimensions éthiques du développement durable.

L'UNESCO aspire à travailler avec ses partenaires intergouvernementaux et non gouvernementaux pour donner suite au Sommet mondial pour le développement durable.

Susan Schneegans⁴

Pour en savoir plus : j.damlamian@unesco.org

3. Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique : www.nepad.org
4. Redactrice en chef, Planète Science.

Projet pour la sauvegarde des grands singes (GRASP)

Au rythme actuel, l'orang-outan risque de disparaître des forêts de la planète dans les 10 ans à venir. C'est une victime muette de la destruction de l'habitat et des feux qui ravagent régulièrement les forêts de Bornéo, son principal habitat. Et il n'est pas le seul dans ce cas. Les chimpanzés, les gorilles et les bonobos sont également menacés d'extinction. En Afrique, le braconnage et les conflits armés sont les deux principaux dangers qui menacent leur survie.

Comme il est urgent de sauver les plus proches parents d'*Homo sapiens sapiens*, l'UNESCO et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) ont lancé le projet GRASP (Great Ape Survival Project – Projet pour la sauvegarde des grands singes) en partenariat avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) et en ont fait une initiative de type 2. Par le biais de ce projet, l'UNESCO utilise son Réseau mondial de réserves de biosphère et de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial pour contribuer à conserver l'habitat des grands singes en Afrique et en Asie.

Pour plus de renseignements, aller sur : www.unesco.org/mab/grasp/home.shtml ou s'adresser à : s.mankoto@unesco.org



« Boris », un chimpanzé du zoo de Chester (Royaume-Uni) dessiné par le professeur Aterini. Sa mère avait été abattue dans la nature alors qu'il n'était qu'un bébé